

Direction du Service de l'énergie opérationnelle

**Approvisionnement courant en carburants aériens, par camion-citerne,
des établissements du service de l'énergie opérationnelle (S.E.O) et de
ses clients en France métropolitaine**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date et heure limites de remise des candidatures :

12 AOUT 2022 à 16h00

Au-delà de cette date, le système reste ouvert à tout opérateur économique souhaitant déposer une candidature. Ces candidatures seront analysées conformément aux critères de sélection indiquées dans le présent règlement de la consultation

Établi en application du code de la commande publique

Procédure de passation : Système d'Acquisition Dynamique - Admission

Procédure de consultation : Appel d'offres restreint

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les documents qui leur sont fournis par l'administration pour établir leur candidature ne doivent en aucun cas être modifiés ou adaptés par leurs soins.

Table des matières

Article 1 - PRÉAMBULE	3
Article 2 - ACHETEUR.....	3
Article 3 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
Article 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
Article 5 - INFORMATION DES CANDIDATS.....	5
Article 6 - CANDIDATURE	7
Article 7 - MODALITES DE LA PRESENTATION DE LA REPONSE DU CANDIDAT.....	8
Article 8 - ATTRIBUTION DES MARCHES SPECIFIQUES	12
Article 9 - LANGUE.....	12
Article 10 - CONTENTIEUX	12
Article 11 - ANNEXE	12

Article 1 - PRÉAMBULE

Le "préambule " est décrit dans le cahier des clauses particulières n° 03/22 du 10 mai 2022.

Article 2 - ACHETEUR

Ministère des Armées

Monsieur l'ingénieur général, directeur du service de l'énergie opérationnelle

Dénomination :

Antenne Malakoff du bureau Achat du centre de soutien technique et administratif du S.E.O

Type d'acheteur public : État.

Adresse géographique : Fort de Vanves - 27 boulevard de Stalingrad - 92240 MALAKOFF

Adresse postale : 60 boulevard du Général Martial Valin - CS 21623 - case n° 68 - 75509 PARIS CEDEX 15

Adresse électronique : dseo.resp-achat-invest.fct@intradef.gouv.fr

Article 3 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent système d'acquisition dynamique a pour objet l'approvisionnement courant en carburants aériens, par camion-citerne, des établissements du service de l'énergie opérationnelle (S.E.O) et de ses clients en France métropolitaine.

Un système d'acquisition dynamique est un processus entièrement électronique de passation de marché public, pour des achats d'usage courant, par lequel l'acheteur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés spécifiques à l'un des opérateurs économiques préalablement sélectionnés.

Pendant toute la durée de validité du SAD, l'accès aux documents de la consultation est libre et complet sur le profil acheteur du ministère des armées.

Article 4 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

Le système d'acquisition dynamique est subdivisé en 7 lots établis en fonction du mode de transport utilisé (camion-citerne), du type de distribution (livraison ou enlèvement), de la zone géographique concernée, à savoir :

- ❖ Lot n° 1 : "F-35 - DDP camion-citerne - Nord-Est" - Livraison par camion-citerne civil de carburéacteur dans les régions Ile de France – Hauts de France – Grand-Est - Bourgogne Franche-Comté

- ❖ Lot n° 2 : "F-35 – DDP camion-citerne - Nord-Ouest" - Livraison par camion-citerne civil de carburéacteur dans les régions Bretagne – Normandie – Centre Val de Loire – Pays de la Loire
- ❖ Lot n° 3 : "F-35 – DDP camion-citerne - Sud-Ouest" - Livraison par camion-citerne civil de carburéacteur dans les régions Nouvelle Aquitaine – Occitanie (exclus les départements du Gard, de la Lozère et de l'Hérault)
- ❖ Lot n° 4 : "F-35 - DDP camion-citerne - Sud-Est" - Livraison par camion-citerne civil de carburéacteur dans les régions Provence Alpes Côte d'Azur – Auvergne Rhône Alpes – Occitanie (seulement inclus les départements du Gard, de la Lozère et de l'Hérault)
- ❖ Lot n° 5 : "F-18 – DDP camion-citerne – Nord-Ouest - Sud-Ouest – Sud-Est » - Livraison par camion-citerne civil d'essence aviation dans les régions Bretagne – Nouvelle Aquitaine – Provence Alpes Côte d'Azur
- ❖ Lot n° 6 : « F-35 – DDP camion-citerne petit porteur – Nord-Ouest – Sud-Ouest » - Livraison par camion-citerne civil petit porteur de carburéacteur dans les régions Centre Val de Loire – Nouvelle Aquitaine
- ❖ Lot n° 7 : « F-35 – EXW camion-citerne » - Enlèvement ex-dépôt de carburéacteur par camion-citerne

Montant du SAD : sans mini ni maxi, d'un montant global estimé à **848 000 000 euros HT**.

Les opérateurs économiques peuvent postuler pour un, plusieurs lots ou l'ensemble des lots.

Tous les attributaires du SAD seront consultés lors de la passation des marchés spécifiques relatifs aux lots qui leur ont été attribués.

Les marchés spécifiques des lots n° 1 à 5 sont mono attributaire. L'ensemble des sites de chacun des 5 (cinq) lots est attribué à un seul candidat.

Les marchés spécifiques des lots n° 6 et 7 sont multi attributaires. En effet, chaque site est attribué à un candidat.

4.1 dispositif de passation

Conformément aux articles L.2125-1-4 et R.2162-37 à R.2162-51 du code de la commande publique, le SEO décide de recourir au SAD. Le système est ouvert pendant toute la durée de validité à tous les opérateurs économiques souhaitant être admis. Par ailleurs, l'ensemble des documents de la consultation est accessible librement à tout opérateur économique pendant la période de validité du SAD.

L'ensemble des opérateurs admis au SAD est invité, pour le(s) lot(s) concerné(s), à soumissionner selon la procédure d'appel d'offre restreint simultanément pour l'attribution des marchés spécifiques. La durée des Mspé est fixée à un an. Les Mspé sont attribués aux titulaires du SAD dont les offres sont reconnues les plus économiquement avantageuses.

4.2 durée du SAD

La durée du système d'acquisition dynamique court à compter de sa date de notification au premier titulaire, jusqu'au 31 décembre 2026.

A l'issue de cette période, le SAD peut être reconduit, de façon tacite, quatre (4) fois un (1) an, sans que sa durée totale ne puisse excéder huit (8) ans, soit jusqu'au 31 décembre 2030.

- Le titulaire peut éventuellement refuser la reconduction, à condition d'en informer le SEO, par lettre recommandée avec accusé de réception ou via PLACE, au plus tard six (6) mois avant l'échéance annuelle du SAD.
- Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le SAD, il en informe les titulaires au moins trois (3) mois avant l'échéance annuelle du SAD par courrier recommandé avec avis de réception ou via PLACE.

Les marchés spécifiques prendront effet à compter du 1^{er} janvier 2023. La durée des marchés spécifiques, de type "à bons de commande", pour chaque lot, est d'un an sauf mention particulière.

La conclusion des marchés spécifiques passés sur la base du SAD ne peut se faire que pendant la durée de validité du SAD.

Article 5 - INFORMATION DES CANDIDATS

5.1 Contenu des documents de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- le présent règlement de la consultation et son annexe,
- le cahier des clauses particulières n° 03/22 du 10 mai 2022 et ses annexes,
- l'acte d'engagement et son annexe à renseigner par le candidat.

5.2 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) (www.marches-publics.gouv.fr). Les candidats sont invités à s'inscrire sur la plateforme afin de pouvoir être destinataires le cas échéant des modifications apportées aux documents de la consultation.

Les opérateurs économiques faisant le choix de télécharger le dossier de consultation de manière anonyme ne seront pas informés des éventuelles modifications apportées au dit dossier.

5.3 Coordonnée pouvant renseigner les candidats

Antenne Malakoff du bureau Achat du centre de soutien technique et administratif du SEO

dseo.resp-achat-invest.fct@intradef.gouv.fr

L'ensemble des demandes d'informations relatives à la présente consultation doivent être faites via la plateforme PLACE : www.marches-publics.gouv.fr

5.4 Modification de détail des documents de la consultation

Des modifications de détail peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des candidatures. Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une candidature avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des candidatures.

En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des candidatures est reporté dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

5.5 Questions - Réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les questions aux demandes de renseignements complémentaire et aux compléments d'information, reçues jusqu'au huitième jour avant la date limite de réception des candidatures, sont transmises aux candidats au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures.

Le cas échéant, le délai de réception des candidatures est reporté dans les conditions susmentionnées.

Article 6 - CANDIDATURE

6.1 Précisions concernant les groupement d'opérateurs économiques

Dans le cadre de la consultation, l'acheteur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement d'opérateurs économiques;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques. La forme du groupement n'est pas imposée. En cas de groupement conjoint, chacun des membres du groupement est engagé sur la partie des prestations qui lui est attribuée par le marché. Le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. En cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement est engagé sur l'ensemble des prestations du marché.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME), chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

6.2 Interdictions de soumissionner

Conformément aux dispositions des articles L.2141-1 à L.2141-6 du code de la commande publique, les opérateurs économiques se trouvant dans au moins un des cas mentionnés, sont exclus de plein droit de la procédure de passation.

En outre l'Acheteur se réserve le droit d'exclure de la procédure de passation les opérateurs économiques se trouvant dans une des situations des articles L.2141-7 à L.2141-14 du code de la commande publique.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, l'acheteur.

6.3 Interdictions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion **dans un délai de dix jours** à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

6.4 Justificatifs et moyens de preuves à transmettre concernant l'aptitude et les capacités du candidat

La documentation à fournir à l'appui de la candidature est décrite en annexe du présent règlement de la consultation.

Les candidats transmettent les justificatifs et moyens de preuves listés en annexe du présent règlement de la consultation, concernant leurs aptitude et capacités. Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

6.5 Transmission des justificatifs et moyens de preuve concernant l'aptitude et les capacités du candidat

Les justificatifs et les moyens de preuve sont fournis lors de la transmission de l'acte de candidature.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs moyens de preuve lorsque l'acheteur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit. En outre, les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, ils indiquent, dans leur candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

Par ailleurs, l'Acheteur se réserve le droit de demander des compléments de candidatures.

6.6 Examen des candidatures

Les candidatures qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché ou qui n'atteignent pas les niveaux minimums de capacités exigées pour cette consultation sont éliminées. L'appréciation des capacités professionnelles techniques et financières d'un groupement est globale.

Article 7 - MODALITÉS DE LA PRÉSENTATION DE LA RÉPONSE DU CANDIDAT

Tout opérateur économique peut demander à participer au SAD pendant sa durée de validité. Les documents de la consultation sont disponibles en permanence sur PLACE.

L'acheteur procède à l'évaluation des candidatures dans un délai de dix jours ouvrables après leur réception. Ce délai peut être porté à quinze jours ouvrables lorsque cela est justifié, notamment parce qu'il est nécessaire d'examiner des documents complémentaires ou de vérifier d'une autre manière si les critères de sélection sont remplis.

La date et heure fixées pour la remise des candidatures est le 12 août 2022 avant 16h00.

Il n'y a pas de prolongation de la période d'évaluation. Les plis qui seront reçus ou remis après la date et heure limite de remise des candidatures ne seront étudiés qu'après le début de l'exécution du SAD.

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques sur la PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi par télécopie ou courriel ne sera accepté. Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la PLACE, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Les candidats disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la PLACE :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la PLACE ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Après le dépôt du pli sur la PLACE, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la PLACE notamment, ***nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr***, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

ATTENTION : Suite au changement d'environnement PLACE, l'adresse d'envoi des messages PLACE est modifiée : il est donc impératif d'autoriser l'adresse « nepasrepondre-prod@marchespublics.gouv.fr » dans les filtres des anti-spams (au lieu de « nepasrepondre@marchespublics.gouv.fr »).

REMARQUES IMPORTANTES :

Les candidats doivent s'assurer qu'ils disposent d'une signature électronique valide (la délivrance d'une signature électronique par un organisme habilité pouvant prendre plusieurs jours). S'ils ne disposent pas déjà d'une signature électronique valide, se procurer un certificat numérique de signature utilisable pour les marchés publics conforme aux exigences de l'arrêté du 15 juin 2012 et au RGS (référentiel général de sécurité). Les prestataires admis à commercialiser ce certificat sont listés sur le site Internet : www.lsti-certification.fr. Certains de ces prestataires sont Certeuropa, Certinomis, Chambersign France, etc...

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. La signature des documents se fait de manière électronique sur la PLACE. Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

Si le soumissionnaire n'utilise pas la fonction « Vérifier la signature » de la rubrique « Outils de signature » de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de sa signature électronique conformément à l'arrêté cité supra.

Nota : La signature électronique remplace la signature manuscrite et est nécessaire pour signer l'acte d'engagement au moment de l'attribution du système d'acquisition dynamique (le certificat électronique devient donc indispensable).
Ainsi, la signature électronique n'est pas obligatoire au stade de la remise des candidatures. Seule la candidature de chacun des attributaires sera signée au terme de la procédure.
Néanmoins, si le soumissionnaire dispose de la signature électronique à la date de remise des plis, il peut signer électroniquement l'acte d'engagement au moment du dépôt de son pli dans PLACE.

Formats des documents

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la PLACE empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des candidatures peuvent être modifiées.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de la candidature. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Copie de sauvegarde

Parallèlement à l'envoi électronique, **une copie de sauvegarde** peut être adressée au pouvoir adjudicateur. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- « copie de sauvegarde » ;
- intitulé de la consultation ;
- nom ou dénomination du candidat.

Les documents figurant sur ce support (papier ou numérique) doivent être revêtus de la signature électronique (pour les documents dont la signature est obligatoire).

Les éléments transmis par le candidat seront éventuellement rematérialisés et la candidature fera l'objet d'une signature manuscrite de la part du candidat retenu dans les délais définis par l'administration avant notification du marché.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait aux adresses suivantes :

Envoi en recommandé avec accusé de réception à l'adresse postale suivante : Direction du service de l'énergie opérationnelle - Case n° 68 - 60, boulevard du général Martial Valin - CS 21623 - 75509 PARIS CEDEX 15.

Dépôt de la copie de sauvegarde à l'adresse géographique suivante :

Direction du Service de l'Energie Opérationnelle
Fort de Vanves - Sous-direction activités - Bureau Achats
27, Boulevard de Stalingrad
92240 MALAKOFF

Dépôt : du lundi au jeudi : de 09 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 et le vendredi : de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 16 h 00.

Le candidat devra alors impérativement indiquer sur son pli :

- le nom de l'entreprise candidate
- "SAD 2022 - APPRO COURANT CAMION-CITERNE"
- "Ne pas ouvrir par le bureau courrier"
- "Copie de sauvegarde"
- Direction du service de l'énergie opérationnelle
- Madame Stéphanie BELKHERAZ – Tél : 01.55.58.81.73
- Madame Nadine VERHEYEN – Tél : 01.55.58.80.90

Article 8 - ATTRIBUTION DES MARCHÉS SPÉCIFIQUES

Les marchés spécifiques sont attribués aux titulaires du SAD dont l'offre est reconnue comme la plus économiquement avantageuse.

Les modalités d'attribution sont décrites dans les annexes 5 et 6 du CCP.

Article 9 - LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME), ce dernier doit être rédigé en français.

Article 10 - CONTENTIEUX

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de PARIS : 7 rue de Jouy - 75004 PARIS

Téléphone : +33.1.44.59.44.00 - courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Article 11 - ANNEXE

Annexe : Présentation des candidatures et documents à transmettre par le candidat.